



Groupe Banque TD

Présentation aux investisseurs sur les titres à revenu fixe

T3 2016

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs



De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion du rapport annuel 2015 (le rapport de gestion de 2015) de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun de ses secteurs d'activité, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2016 », ainsi que dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2016 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, le contexte réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

Par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, isolément ou collectivement, de tels écarts incluent les risques notamment de crédit, de marché (y compris y compris le risque de position sur titres de participation, le risque sur marchandises, le risque de change et le risque de taux d'intérêt), de liquidité, d'exploitation (y compris les risques liés à la technologie et à l'infrastructure), d'atteinte à la réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux, d'adéquation des fonds propres et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; la capacité de la Banque à mettre en œuvre ses principales priorités, notamment réaliser des acquisitions, fidéliser la clientèle, élaborer des plans stratégiques et recruter, former et maintenir en poste des dirigeants clés; les interruptions ou attaques (y compris les cyberattaques) visant la technologie informatique, l'Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; l'évolution de divers types de fraude et d'autres comportements criminels auxquels la Banque est exposée; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements et de la modification des lois et des règlements actuels ou de leur application, y compris sans s'y restreindre les lois fiscales, les lignes directrices en matière d'information sur les fonds propres à risque et les directives réglementaires en matière de liquidité; le contexte de contentieux globalement difficile, y compris aux États-Unis; la concurrence accrue, y compris dans le domaine des services bancaires par Internet et par appareil mobile et des concurrents offrant des services non traditionnels; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change et d'intérêt (y compris la possibilité de taux d'intérêt négatifs); l'augmentation des coûts de financement et de la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les estimations comptables critiques et les changements apportés aux normes comptables et aux méthodes comptables utilisées par la Banque; les crises d'endettement potentielles et existantes à l'échelle internationale; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2015, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à toute transaction ou tout événement dont il est question à la rubrique « Événements importants » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com/francais. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion 2015 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun des secteurs d'exploitation, sous les rubriques « Perspectives et orientation pour 2016 », telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels aux actionnaires déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

1. **Groupe Banque TD**
2. Faits saillants financiers
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. Annexe

Nos secteurs d'activité

Services de détail au Canada

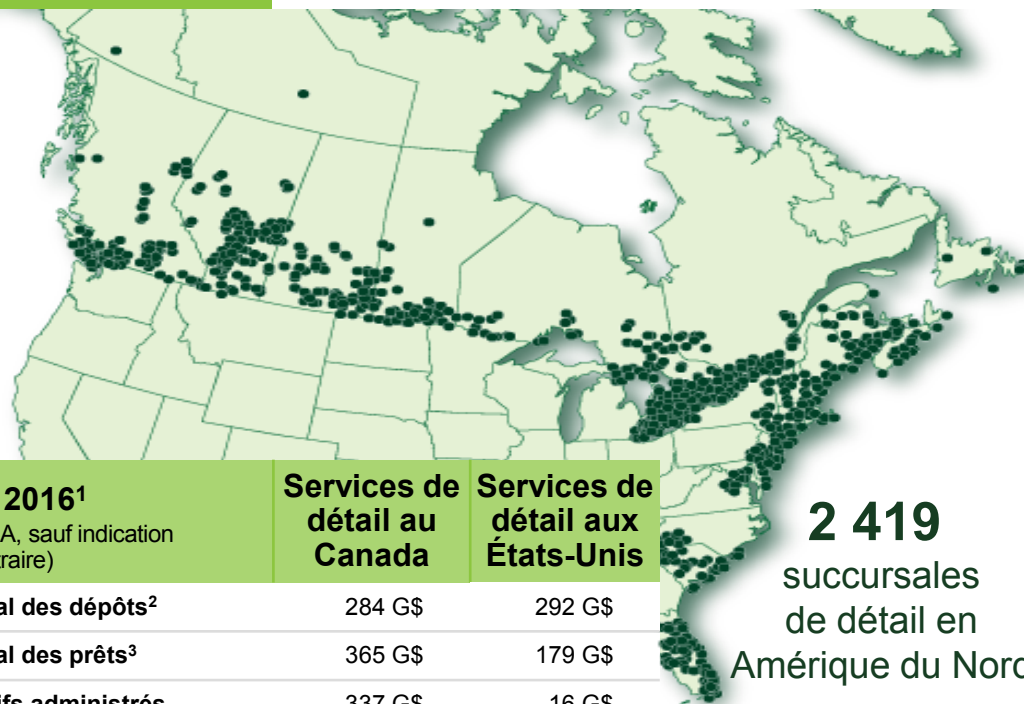
- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires commerciaux et aux petites entreprises
- Placements directs, services-conseils de gestion de patrimoine et gestion de placements
- Assurances : habitation, dommages, vie et soins médicaux

Services de détail aux É.-U.

- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires commerciaux et aux petites entreprises
- Services bancaires aux grandes entreprises et services bancaires spécialisés
- Services bancaires privés de gestion de patrimoine
- Relation stratégique avec TD Ameritrade

Services bancaires de gros

- Recherche, services bancaires d'investissement et services aux marchés financiers
- Transactions bancaires mondiales
- Présence dans les principaux centres financiers du monde, y compris New York, Londres et Singapour



2 419
succursales
de détail en
Amérique du Nord

T3 2016 ¹ (\$ CA, sauf indication contraire)	Services de détail au Canada	Services de détail aux États-Unis
Total des dépôts²	284 G\$	292 G\$
Total des prêts³	365 G\$	179 G\$
Actifs administrés	337 G\$	16 G\$
Actifs gérés	265 G\$	93 G\$
Bénéfice comme présenté⁴	6,0 G\$	2,9 G\$
Bénéfice rajusté⁴	6,0 G\$	2,9 G\$
Clients	~13 millions	~9 millions
Employés⁵	38 852	25 998

La TD est l'une des dix plus grandes banques en Amérique du Nord⁶

1. Le T3 2016 représente la période allant du 1^{er} mai 2016 au 31 juillet 2016.
 2. Le total des dépôts est établi en additionnant la moyenne des dépôts de particuliers et celle des dépôts d'entreprises au T3 2016. Les dépôts des activités de détail aux États-Unis comprennent les comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade (IDA); les dépôts des activités de détail au Canada comprennent les dépôts de particuliers, d'entreprises et de gestion de patrimoine.
 3. Le total des prêts est établi en additionnant la moyenne des prêts aux particuliers et celle des prêts aux entreprises au T3 2016.
 4. Pour les quatre trimestres consécutifs se terminant par le T3 2016. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5.
 5. Effectif moyen en équivalent temps plein dans ces segments au T3 2016.
 6. Voir la diapositive 7.

Être la meilleure banque

Une banque résolument nord-américaine

- Parmi les 10 plus grandes banques en Amérique du Nord¹
- L'une des rares banques dans le monde à avoir obtenu la note Aa1 de Moody's²
- Mise à profit de la plateforme et de la marque pour favoriser la croissance
- Solide image de marque à titre d'employeur

Accent sur les activités de détail

- Chef de file du service à la clientèle et de la commodité
- Plus de 80 % du bénéfice rajusté issu des activités de détail^{3, 4}
- Solide moteur de croissance interne
- Meilleur rendement compte tenu du risque assumé⁵

Notre entreprise

- Flux de rentrées croissant et reproductible
- Accent sur les produits axés sur le client
- Exploitation d'un modèle de courtage de l'avenir
- Réinvestissement continu dans nos avantages concurrentiels

Solide gestion des risques

- Prendre les risques que nous comprenons seulement
- Éliminer systématiquement les risques de perte extrême
- Gérer rigoureusement les capitaux propres et les liquidités
- Harmoniser notre culture et nos politiques avec notre philosophie de gestion des risques

Une stratégie simple, un objectif qui ne change pas

1. Voir la diapositive 7.
2. Note attribuée aux titres de créance à long terme (dépôts) de La Banque Toronto-Dominion, au 31 juillet 2016. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
3. La Banque dresse ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et désigne les résultats dressés selon les IFRS, les principes comptables généralement reconnus (PCGR) actuels, « comme présentés ». La Banque a également recours à des mesures financières non conformes aux PCGR pour obtenir les résultats « rajustés » (c.-à-d. résultats obtenus en retranchant les « éléments à noter » des résultats comme présentés, déduction faite des impôts sur le résultat) afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'activité et de mesurer son rendement global. Se reporter à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » du Rapport aux actionnaires du T1 2016 pour de plus amples renseignements et un rapprochement des mesures non conformes aux PCGR utilisées par la Banque par rapport aux résultats comme présentés.
4. Les activités de détail comprennent les Services bancaires de détail au Canada et les Services bancaires de détail aux États-Unis. Pour en savoir plus, voir la diapositive 8.
5. Le rendement des actifs pondérés en fonction des risques correspond au bénéfice net rajusté disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par la moyenne du rendement pondéré en fonction des risques. Comparativement aux homologues en Amérique du Nord (RY, BNS, CM, BMO, C, BAC, JPM, WFC, PNC et USB). Résultats rajustés sur une base comparable de façon à exclure les éléments non sous-jacents ciblés. Homologues au Canada : d'après les résultats pour le T3 2016 clos le 31 juillet 2016. Homologues aux États-Unis : d'après les résultats pour le T2 2016 clos le 30 juin 2016.

Affronter la concurrence sur des marchés attrayants



Statistiques du pays



- 10^e économie mondiale
- PIB nominal de 2 000 G\$ CA
- Population de 36 millions d'habitants

Système bancaire canadien

- Le système bancaire le plus solide au monde¹
- Les cinq grandes banques canadiennes occupent une position de chef de file sur le marché
- Les banques à charte canadiennes occupent plus de 74 % du marché des hypothèques résidentielles²
- Dans la plupart des provinces, les prêteurs hypothécaires disposent de recours contre les emprunteurs et peuvent saisir la propriété

Activités de la TD au Canada

- Réseau de 1 152 succursales et de 2 835 GAB⁶
- Globalement, part de marché de 21 %
- Au 1^{er} ou 2^e rang pour ce qui est de la part de marché de la plupart des produits de détail
- Services complets de gestion de patrimoine offrant d'importantes occasions d'approfondir les relations avec les clients
- Parmi les trois plus grands courtiers en placement au Canada

Statistiques du pays



- Première économie mondiale
- PIB nominal de 18 000 G\$ US
- Population de 322 millions d'habitants

Système bancaire américain

- Plus de 9 000 banques, mais quelques grandes banques occupent une position dominante sur le marché
- La valeur de l'actif des cinq banques les plus importantes équivaut à plus de 50 % de l'économie américaine
- Les prêteurs hypothécaires disposent de recours limités dans la plupart des territoires

Activités de la TD aux États-Unis

- Réseau de 1 267 succursales et de 2 017 GAB⁶
- Activités exercées dans 5 des 10 régions métropolitaines statistiques les plus importantes du pays et dans 7 des 10 États les plus riches³
- Marché des dépôts d'une valeur de 1 700 G\$ US⁴
- Accès à près de 77 millions de personnes aux endroits où la TD exerce ses activités⁵
- Expansion des services bancaires de gros aux États-Unis; présence à New York et à Houston

Perspectives de croissance considérables aux endroits où la TD exerce ses activités

1. Rapports sur la compétitivité mondiale 2008-2015, Forum économique mondial.

2. Comprend les titrisations. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

3. La richesse d'un État est fondée sur le revenu des ménages médian actuel.

4. Dépôts plafonnés à 500 millions de dollars dans tous les comtés aux États-Unis où la TD offre des services bancaires d'après le Sommaire des dépôts de 2015 de la FDIC.

5. Population dans chacune des régions métropolitaines statistiques aux États-Unis où la TD offre des services bancaires.

6. Le nombre total de GAB exclut les GAB mobiles et les GAB de la TD.

La TD en Amérique du Nord



T3 2016 \$ CA, sauf indication contraire		Classement au Canada ⁴	Classement en Amérique du Nord ⁵
Total de l'actif	1 182 G\$	2 ^e	6 ^e
Total des dépôts	758 G\$	1 ^{re}	5 ^e
Capitalisation boursière	106 G\$	2 ^e	6 ^e
Bénéfice net comme présenté (<i>quatre derniers trimestres</i>)	8,5 G\$	2 ^e	6 ^e
Bénéfice net rajusté¹ (<i>quatre derniers trimestres</i>)	9,1 G\$	s. o.	s. o.
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires²	10,4 %	5 ^e	9 ^e
Effectif moyen en équivalent temps plein³	81 978	2 ^e	6 ^e

**La TD est l'une des dix plus grandes
banques en Amérique du Nord**

1. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5.

2. Les montants sont calculés en vertu du dispositif réglementaire de Bâle III, à l'exception des capitaux propres rattachés au rajustement de la valeur du crédit conformément à la ligne directrice du BSIF, et sont présentés selon la méthode dite « tout compris ». L'application progressive sur une période de cinq ans de l'exigence pour les fonds propres touchés par le rajustement de la valeur de crédit a commencé, en fonction d'une approche selon laquelle l'exigence s'établit à 64 % en 2015 et en 2016, à 72 % en 2017, à 80 % en 2018 et à 100 % en 2019.

3. Pour plus de renseignements, voir la note 5 de la diapositive 4.

4. Homologues au Canada : les quatre autres grandes banques (RBC, BMO, BNS et CIBC). Résultats rajustés sur une base comparable de façon à exclure les éléments non sous-jacents ciblés. D'après les résultats pour le T3 2016 clos le 31 juillet 2016.

5. Homologues en Amérique du Nord : les homologues canadiens et américains. Homologues aux États-Unis : les banques installées sur les principales places financières (C, BAC, JPM) et les trois plus grandes banques super-régionales (WFC, PNC, USB). Résultats rajustés sur une base comparable de façon à exclure les éléments non sous-jacents ciblés. Homologues aux États-Unis : d'après les résultats pour le T2 2016 clos le 30 juin 2016.

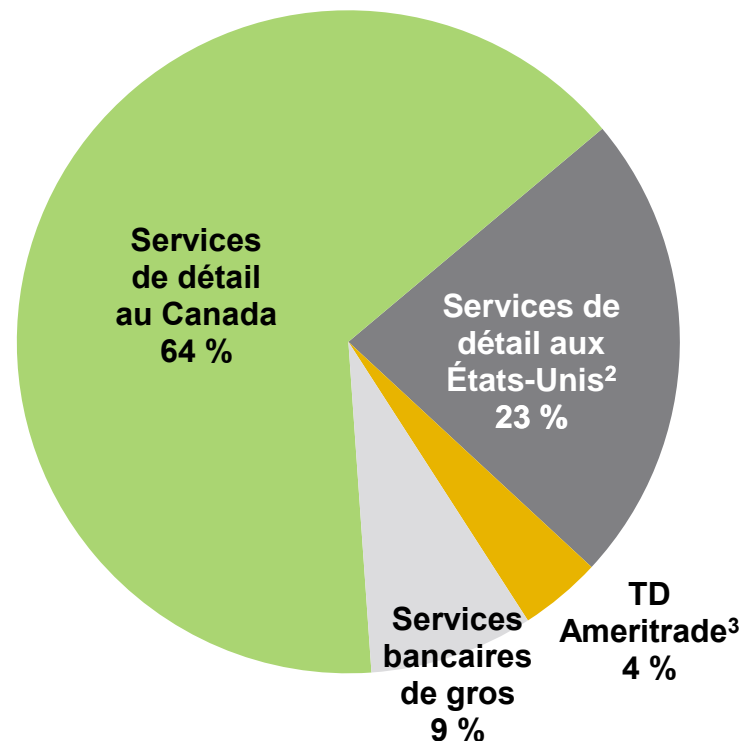
Composition des bénéfices



Trois grands secteurs d'activité

- **Services de détail au Canada**
Plateforme solide assurée par les services de détail au Canada et rendement démontré
- **Services de détail aux É.-U.**
Parmi les 10 principales banques aux États-Unis⁴, avec des occasions de croissance interne considérables
- **Services bancaires de gros**
Courtier nord-américain privilégiant les activités axées sur la clientèle

Répartition des bénéfices comme présentés pour 2015¹



Bâtir une entreprise solide et offrir de la valeur

1. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le bénéfice rajusté du secteur Siège social est exclu.

2. Aux fins de communication de l'information financière, le secteur des Services bancaires de détail aux États-Unis comprend TD Ameritrade, mais cette dernière est présentée séparément ici à titre indicatif.

3. Participation déclarée de la TD de 42,35 % dans TD Ameritrade au 31 juillet 2016 (41,54 % au 31 octobre 2015).

4. Basé sur le total des dépôts au 30 septembre 2015. Source : SNL Financial, les plus grandes banques et institutions d'épargne aux États-Unis selon le total des dépôts.

Évolution stratégique de la TD



Accent croissant sur les activités de détail

Acquisition d'une participation de 51 % dans Banknorth

Entente entre TD Waterhouse USA et Ameritrade

Privatisation de TD Banknorth

Acquisition de Commerce Bank

Intégration de Commerce Bank

Acquisition de Riverside et de TSFG

Acquisition de Services financiers Chrysler et du portefeuille de cartes de crédit MBNA

Acquisition du portefeuille de cartes de crédit de Target et d'Epoch et entente annoncée avec Aimia et la CIBC

Principal émetteur de la carte de crédit Visa Aéroplan; acquisition d'environ 50 % du portefeuille CIBC Aéroplan

Conclusion d'une relation stratégique de cartes de crédit avec Nordstrom

2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016

Abandon de certains produits (produits structurés, produits de crédit aux non clients de la TD, opérations pour compte propre)

Partenariat avec TD Bank, America's Most Convenient Bank pour élargir les activités aux États-Unis

Obtention du statut de courtier principal aux États-Unis¹

Participation dans le plus important PAPE au Canada en 14 ans et dans l'un des plus importants placements d'obligations de l'histoire au Canada²

Élargissement de la gamme de produits offerts aux clients des États-Unis et accroissement de notre présence dans le secteur de l'énergie à Houston

De courtier traditionnel à courtier lié à la marque

Services de détail à plus faible risque, avec un courtier lié à notre marque

1. Les principaux courtiers agissent en tant que contreparties aux opérations de la Réserve fédérale de New York dans la mise en œuvre de la politique monétaire. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web <https://www.newyorkfed.org/>
 2. Projet Muskrat Falls de Nalcor Energy (placement d'obligations de 5 G\$ CA) et PrairieSky Royalty (PAPE de 1,7 G\$CA). Consultez la section « Points saillants de l'analyse des secteurs d'exploitation des Services bancaires de gros » du Rapport annuel 2014 de la Banque.

Confort et commodité de l'omnicanal



Stratégie cohérente

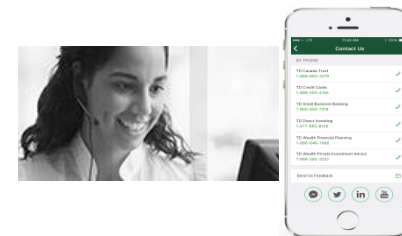
Améliorations numériques

Nos avantages concurrentiels

- Grâce à une approche centrée sur la clientèle, les clients peuvent choisir le mode, le moment et le lieu de leurs opérations bancaires.
- Une expérience omnicanal est une interaction entre le client et l'ensemble de l'entreprise. Elle intègre sans heurts les produits, les appareils, les canaux et les frontières de façon à satisfaire ou dépasser les attentes des clients à tous les moments de l'échange.
- La structure nord-américaine met à profit une technologie et des capacités favorisant l'adoption par les clients et l'innovation pour nos services de détail au Canada et aux États-Unis



Appli TD Bank entièrement repensée pour les appareils iOS et Android comportant plus de 20 nouvelles fonctions, y compris une navigation améliorée et des options libre-service, une plus grande souplesse du transfert de fonds et des fonctions de messagerie sécurisée. (É.-U.)



La nouvelle expérience omnicanal permettra une transition en douceur et authentifiée de l'appli TD directement à notre centre d'appels. Les clients passeront moins de temps à expliquer le motif de leur appel et nos agents auront plus les renseignements pertinents pour les soutenir dès le début de l'appel. (Canada)



TD Live Chat

L'outil de clavardage de la TD donne aux clients la possibilité de communiquer en ligne avec des spécialistes des services bancaires. Service offert en anglais et en français (Canada)



Text us at TDHELP

Première banque au Canada à offrir du soutien pour le service à la clientèle par message texte (Canada)



Faites des opérations et des paiements de presque partout au moyen de l'appli TD (Canada)

Faites de petits achats avec votre téléphone intelligent Android^{MC3} au moyen de Paiement mobile TD, et vérifiez rapidement le solde de votre compte au moyen d'Accès Rapide sur votre Apple Watch^{MC2}

1. Apple, le logo Apple et Apple Watch sont des marques de commerce d'Apple Inc., enregistrées aux États-Unis et dans d'autres pays.

2. MC Android est une marque de commerce de Google Inc.

3. Seuls certains appareils Android sont compatibles avec Paiement mobile TD.

Responsabilité sociale de l'entreprise



Faits saillants

- Classée 54^e sur la liste des **100 sociétés les plus écoresponsables du monde** selon Corporate Knights
- Inscrite dans l'**indice mondial Dow Jones de développement durable**
- Désignation de meilleure institution financière canadienne par CDP, au titre de l'indice **Climate Disclosure Leadership**
- Un des meilleurs milieux de travail aux États-Unis pour les employés de la communauté des LGBT grâce à une note parfaite selon l'**indice de l'égalité de Human Rights Campaign**, pour la septième année consécutive
- TD Bank, America's Most Convenient Bank figure pour la troisième année de suite au palmarès des **50 meilleures entreprises en matière de diversité** établi par Diversity Inc.
- Titre de **Meilleure banque verte – Amérique du Nord 2015** octroyé par la société Capital Finance International du Royaume-Uni
- **Dons de 92,5 M\$ CA en 2015** à des organismes sans but lucratif au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Asie-Pacifique

- La Fondation TD des amis de l'environnement célèbre son 25^e anniversaire en ayant versé plus de **76 M\$ CA de fonds** pour soutenir plus de 24 000 projets locaux liés à l'environnement
- Plus de **235 000 arbres plantés dans le cadre des Journées des arbres TD**, le programme phare de la TD en matière de bénévolat; plus de 50 000 arbres de plus seront plantés en 2016
- En 2014, la TD était la **première banque commerciale au Canada à émettre 500 millions de dollars d'obligations vertes** pour soutenir l'économie à faibles émissions de carbone
- Valeurs Mobilières TD continue de soutenir le marché des obligations vertes en participant à la prise ferme d'obligations climatiquement responsables :
 - Émission de 1 G\$ CA par la Banque européenne d'investissement (syndicat)
 - Obligation de 750 M\$ CA pour le gouvernement de l'Ontario
 - Obligation de 700 M\$ US pour la Société financière internationale
- Gestion de Placements TD adhère aux **Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies**
- TD Assurance adhère aux **Principes d'assurance durable des Nations Unies**
- **Reconnaissance par les indices de développement durable :**
 - Indice mondial Dow Jones de développement durable (indice mondial et nord-américain)
 - Indice mondial de développement durable Ethibel
 - Indice Jantzi de responsabilité sociale
 - Indice FTSE4Good
 - Indices mondiaux de développement durable MSCI
 - Indice de développement durable Nasdaq OMX CRD
 - Indices STOXX ESG Leaders
 - Indice Euronext Vigeo World 120



Avoir une incidence positive sur les clients, le milieu de travail, l'environnement et la collectivité

Contenu

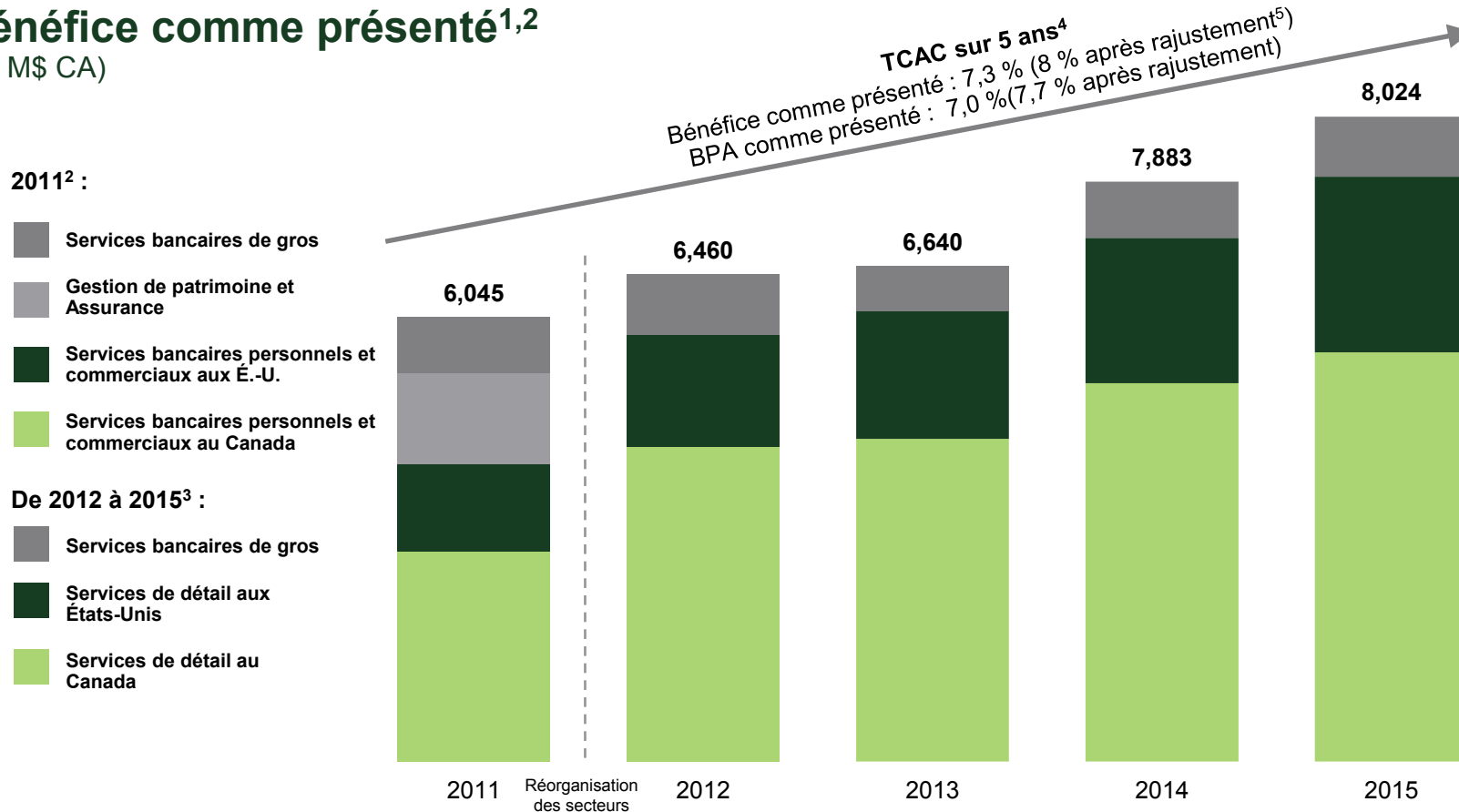


1. Groupe Banque TD
- 2. Faits saillants financiers**
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. Annexe

Croissance stable des bénéfices



Bénéfice comme présenté^{1,2} (en M\$ CA)



Objectif de croissance à moyen terme de 7 % à 10 % du BPA rajusté⁵

1. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le bénéfice rajusté du secteur Siège social est exclu.
 2. Avec prise d'effet le 4 juillet 2011, la responsabilité des affaires de TD Assurance, qui incombait auparavant au chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, a été confiée au chef de groupe, Gestion de patrimoine. Les résultats sont mis à jour aux fins de déclaration sectorielle à compter du T1 2012. Ces modifications ont été appliquées rétroactivement à 2011 à des fins comparatives.
 3. Au T1 2014, les secteurs des activités de détail ont été réorganisés et correspondent désormais aux Services bancaires de détail au Canada et aux Services bancaires de détail aux États-Unis. Pour en savoir plus sur les secteurs des Services bancaires de détail, voir les diapositives 4 et 8. La réorganisation des secteurs, l'adoption des nouvelles normes IFRS et de leurs modifications ainsi que l'incidence du dividende en actions d'optar le 5 décembre 2013 ont été appliquées rétroactivement aux résultats de 2012 et de 2013.
 4. Taux de croissance annuel composé (TCAC) pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2015.
 5. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5.

Faits saillants du T3 2016



Total des résultats comme présentés par la Banque (sur 12 mois)

Bénéfice en hausse de 4 % (6 % après rajustement¹)

BPA en hausse de 4 % (6 % après rajustement)

Produits en hausse de 9 %

- Hausse de 5 % hors change et acquisitions²

Charges en hausse de 8 % (7 % après rajustement)

- Hausse de 2 % hors change et acquisitions²

PPC en baisse de 5 % sur 3 mois

Résultats comme présentés par secteur (sur 12 mois)

Bénéfice des Services de détail au Canada en baisse de 3 %

Bénéfice des Services de détail aux États-Unis en hausse de 17 % (21 % après rajustement)

Bénéfice des Services bancaires de gros en hausse de 26 %

Faits saillants financiers – M\$

Comme présenté	T3 2016	T2 2016	T3 2015
Produits	8 701	8 259	8 006
Provision pour pertes sur créances (PPC)	556	584	437
Charges	4 640	4 736	4 292
Bénéfice net	2 358	2 052	2 266
BPA dilué (\$)	1,24	1,07	1,19

Rajustés ¹	T3 2016	T2 2016	T3 2015
Bénéfice net	2 416	2 282	2 285
BPA dilué (\$)	1,27	1,20	1,20

Bénéfice par secteur – M\$

T3 2016	Comme présenté	Rajusté
Services de détail³	2 297	2 297
<i>Services de détail au Canada</i>	1 509	1 509
<i>Services de détail aux États-Unis</i>	788	788
Services bancaires de gros	302	302
Siège social	(241)	(183)

1. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5.

2. Dans cette présentation, la croissance des produits et des charges hors change et acquisitions est calculée en fonction des données rajustées. Les produits rajustés étaient de 7 985 M\$ et de 8 701 M\$ pour le T3 2015 et le T3 2016, respectivement. Les charges rajustées étaient de 4 261 M\$ et de 4 577 M\$ pour le T3 2015 et le T3 2016, respectivement. La croissance des produits rajustés sur 12 mois correspond à la croissance des produits déclarée sur 12 mois.

3. Voir la définition des activités de détail à la note 4 de la diapositive 5.

Portefeuille de prêts bruts (acceptations bancaires comprises)



Soldes (en G\$ CA, sauf indication contraire)

	T2 2016	T3 2016
Portefeuille des Services de détail au Canada	361,9 \$	368,4 \$
Services bancaires personnels	300,9 \$	306,0 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	185,7	187,7
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	62,0	63,9
Prêts automobiles indirects	19,7	20,4
Lignes de crédit non garanties	9,6	9,8
Cartes de crédit	17,8	17,9
Autres prêts aux particuliers	6,1	6,3
Services bancaires commerciaux (y compris Services bancaires aux petites entreprises)	61,0 \$	62,4 \$
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (montants en G\$ US)	135,5 \$US	138,5 \$US
Services bancaires personnels	60,7 \$US	61,7 \$US
Prêts hypothécaires résidentiels	20,3	20,4
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ¹	10,0	9,9
Prêts automobiles indirects	20,2	20,8
Cartes de crédit	9,6	10,1
Autres prêts aux particuliers	0,6	0,5
Services bancaires commerciaux	74,8 \$US	76,8 \$US
Immobilier non résidentiel	15,1	15,7
Immobilier résidentiel	4,9	5,1
Commercial et industriel	54,8	56,0
Opérations de change – portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.	34,3 \$	42,2 \$
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (en G\$ CA)	169,8 \$	180,7 \$
Portefeuille des Services bancaires de gros²	37,0 \$	38,9 \$
Autres³	1,9 \$	1,5 \$
Total	570,6 \$	589,4 \$

1. LDCVD aux É.-U. comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

2. Le portefeuille des Services bancaires de gros comprend les prêts aux entreprises et les autres prêts bruts et acceptations des Services bancaires de gros.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.

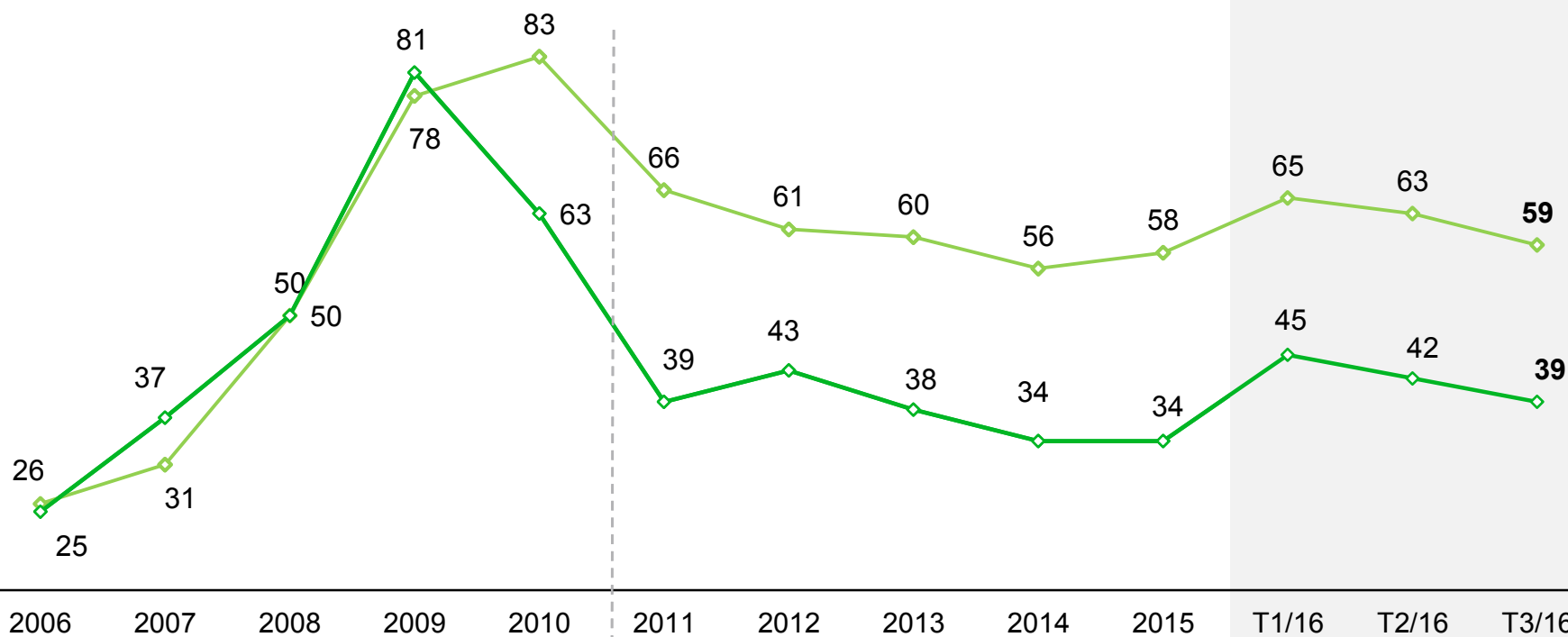
Remarque : Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'emploi de chiffres arrondis.

Excluent les titres de créance classés comme prêts.

Solide qualité de crédit



Ratios des prêts douteux bruts et PPC (pdb)



IFRS

◇ Prêts douteux bruts / montant brut des prêts et des acceptations (pdb)

◇ Provision pour pertes sur créances / moyenne du montant net des prêts et des acceptations (pdb)

La qualité du crédit demeure élevée.

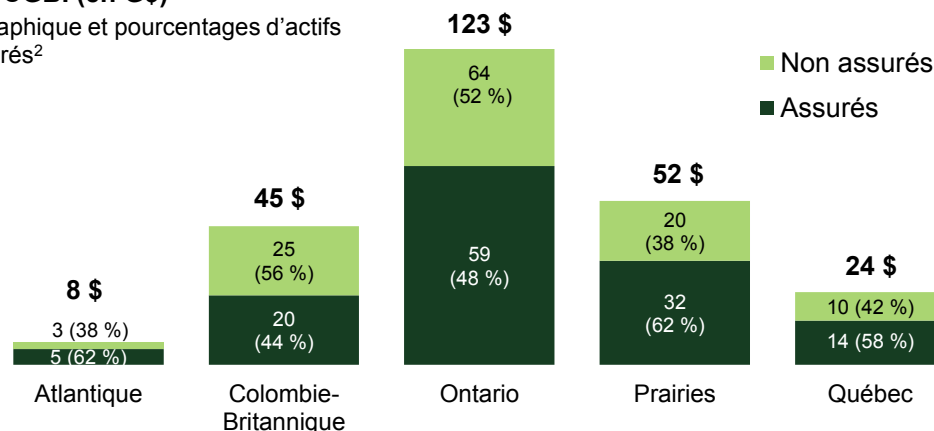
Services bancaires personnels au Canada



T3 2016			
Services bancaires personnels au Canada ¹	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts/prêts
Prêts hypothécaires résidentiels	188	406	0,22 %
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	64	155	0,24 %
Prêts automobiles indirects	20	67	0,33 %
Lignes de crédit non garanties	10	34	0,35 %
Cartes de crédit	18	145	0,81 %
Autres prêts aux particuliers	6	19	0,30 %
Total des Services bancaires personnels au Canada	306 \$	826 \$	0,27 %
Variation par rapp. au T2 2016	5 \$	(38) \$	(0,02 %)

Portefeuille de CGBI (en G\$)

Rpartition géographique et pourcentages d'actifs assurés/non assurés²



RPV des prêts hypothécaires non assurés (%)³

T3 2016 ³	68	53	55	66	64
T2 2016 ³	70	51	57	67	65

Faits saillants

Crédit garanti par des biens immobiliers

- Solde brut des prêts de 252 G\$ CA
- 51 % de prêts assurés
- RPV actuel de 58 % sur les prêts hypothécaires non assurés

Copropriétés :

- Solde brut de 32 G\$ CA et de 6 G\$ CA, respectivement, pour les prêts hypothécaires et les LDCVD
- 62 % des prêts hypothécaires et 27 % des LDCVD sont assurés
- RPV, note de crédit et taux de défaillance en phase avec le portefeuille global

Promoteurs de tours :

- Stabilité des volumes des portefeuilles, qui comptent pour environ 1,6 % du portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada
- Exposition limitée aux emprunteurs ayant de solides antécédents, disposant de liquidités suffisantes et qui entretiennent une relation de longue date avec la TD

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

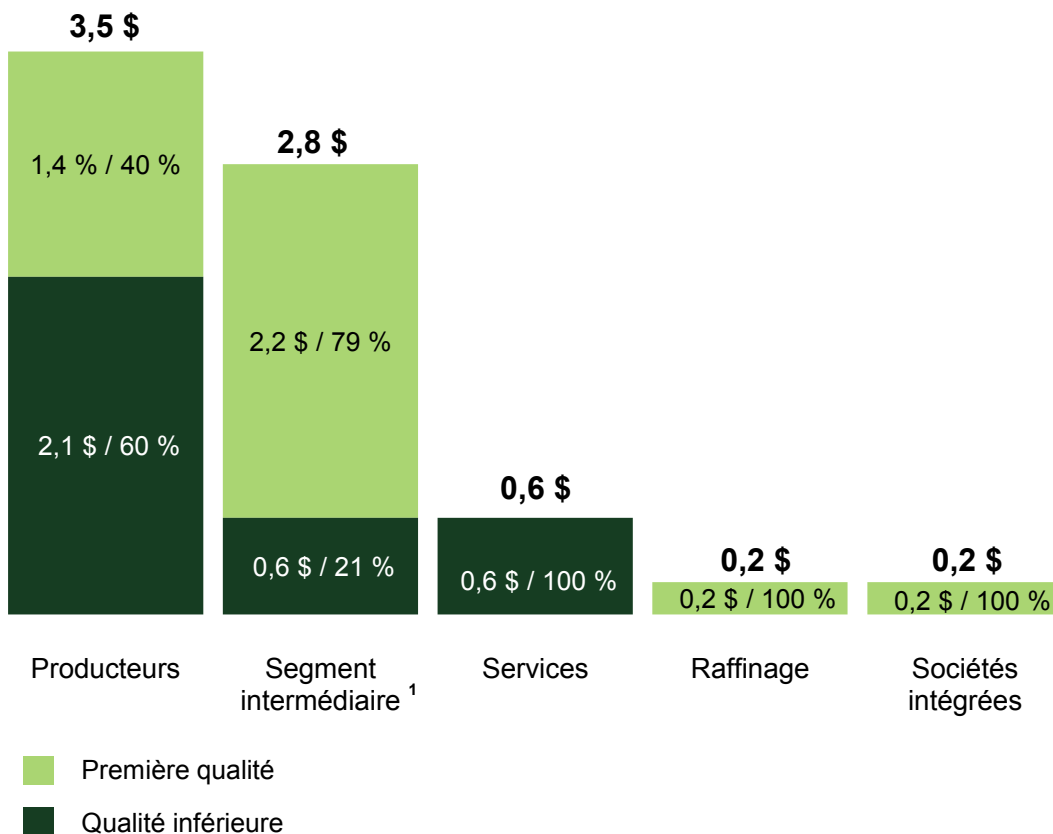
2. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.

3. Le rapport prêt-valeur (RPV) est établi en fonction du prix moyen désaisonnalisé par grande ville (Association canadienne de l'immeuble) et correspond à la somme du RPV de chaque prêt hypothécaire pondéré par le solde du prêt, conformément aux données présentées par nos homologues.

Exposition au secteur du pétrole et du gaz



Solde des prêts aux entreprises et des prêts commerciaux par segment (en G\$)



Faits saillants

- Le solde des prêts aux producteurs de pétrole et de gaz et aux sociétés de services pétroliers et gaziers a connu une réduction de 300 M\$ et continue de représenter moins de 1 % du total des prêts et des acceptations bruts :
- 65 % du crédit inutilisé au segment du pétrole et gaz est de qualité supérieure
- Exclusion faite du crédit garanti par des biens immobiliers, les prêts à la consommation et les prêts des Services bancaires aux petites entreprises dans les provinces touchées² représentent 2 % du montant brut des prêts et des acceptations

1. Le segment intermédiaire comprend les pipelines, le transport et le stockage.

2. Les provinces touchées par la chute des prix du pétrole sont l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador.

Contenu



1. Groupe Banque TD
2. Faits saillants financiers
- 3. Gestion de la trésorerie et du bilan**
4. Annexe

Le point sur le régime de recapitalisation interne



- Le 22 mars 2016, le gouvernement du Canada a proposé dans son budget 2016 l'instauration d'une loi-cadre pour le régime de recapitalisation interne des banques ainsi que des améliorations connexes à la trousse d'outils du Canada en matière de résolution bancaire.
- Le régime fournira à la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) le pouvoir conféré par la loi de convertir certains passifs admissibles en actions ordinaires d'une banque désignée comme étant une banque d'importance systémique nationale (BISN) dans l'éventualité peu probable où une telle banque deviendrait non viable.
- La *Loi n° 1 d'exécution du budget*, adoptée en juin 2016, prévoit des modifications à la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, à la *Loi sur les banques* et à d'autres lois afin de permettre la recapitalisation interne.
- La TD surveille étroitement la situation et s'attend à ce que davantage de détails soient fournis dans la réglementation et qu'un calendrier de mise en œuvre soit annoncé d'ici peu.
- Il devrait y avoir une période de consultation au sujet de la réglementation et des lignes directrices portant sur un certain nombre de points importants du cadre, notamment sur les modalités de conversion aux fins de la recapitalisation interne.
- Nous nous attendons à ce que les exigences concernant la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) soient définies dans les lignes directrices du BSIF.
- Nous nous attendons également à ce qu'une clause d'antériorité s'applique aux créances actuelles (c'est-à-dire qu'elles ne pourront probablement pas faire l'objet d'une recapitalisation interne) et que les nouvelles émissions de créances de premier rang ne puissent faire l'objet d'une recapitalisation interne qu'à partir d'une certaine date qui sera précisée par le gouvernement.

Notation financière de la TD

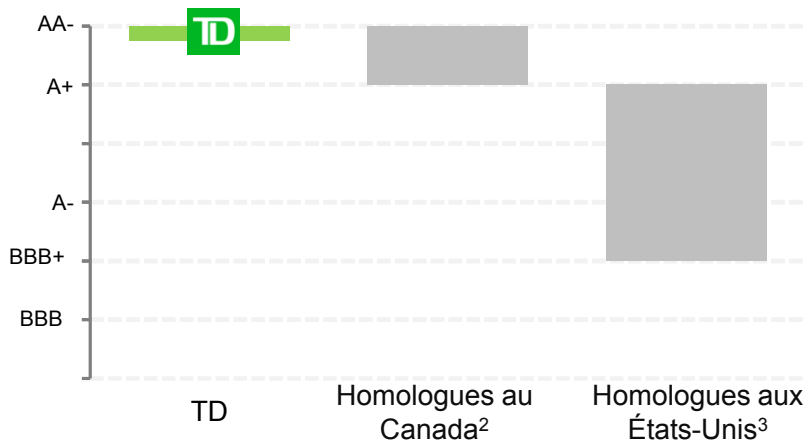


Notes attribuées par les agences¹

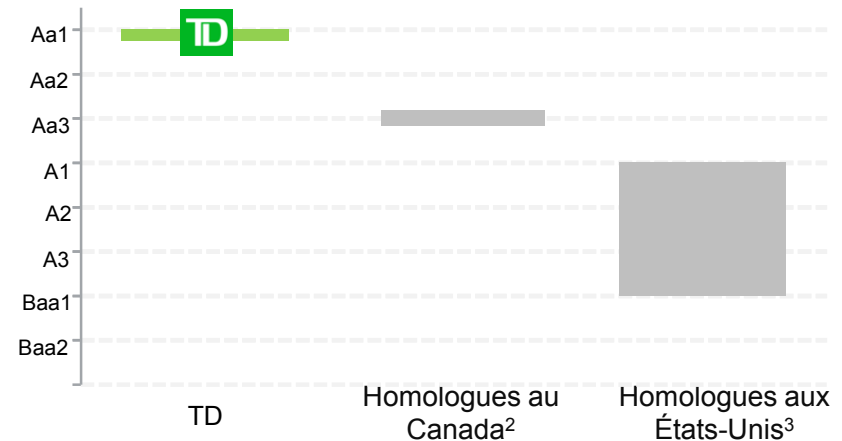
	Moody's	S&P	DBRS
Notes	Aa1	AA-	AA
Perspective	Négative	Stable	Négative

Notes par rapport à celles des homologues

Notes attribuées par S&P aux titres de créance à long terme



Notes attribuées par Moody's aux titres de créance à long terme



1. Pour plus de renseignements sur la notation, voir la note 2 de la diapositive 5.

2. Dans le contexte des notes attribuées aux titres de créance à long terme, les homologues au Canada sont RBC, BNS, BMO et CIBC.

3. Dans le contexte des notes attribuées aux titres de créance à long terme, les homologues aux États-Unis sont BAC, BBT, C, CITZ, JPM, MTB, PNC, STI, USB et WFC.

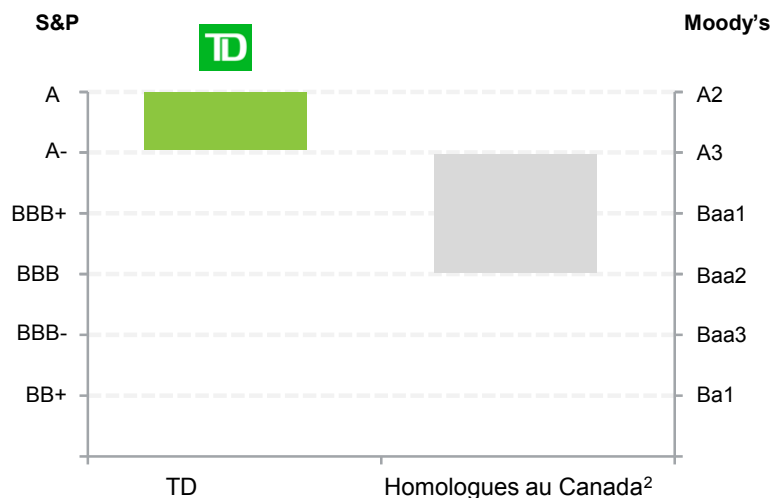
Notation des fonds propres sous forme d'actions non ordinaires



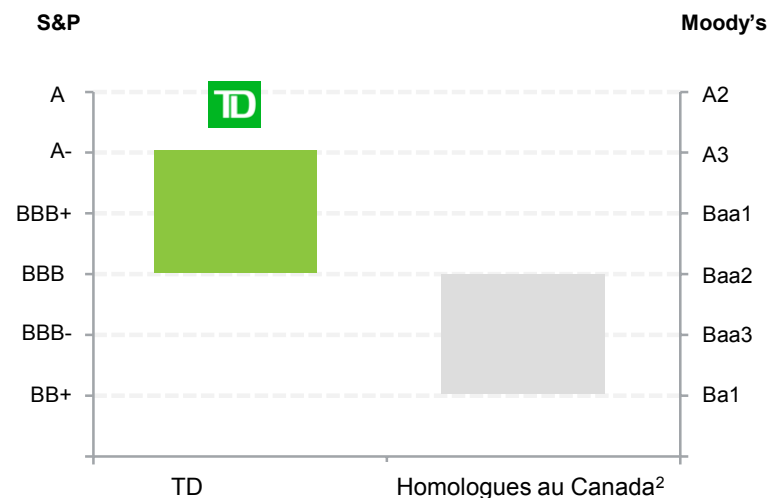
- Les notations de la TD sont parmi les plus élevées du secteur¹ pour les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires ou de catégorie 2

Notes par rapport à celles des homologues

Notes des titres de créance de second rang de FPUNV de catégorie 2



Notes des actions privilégiées de FPUNV de catégorie 1 supplémentaires



1. Notes des titres de créance de second rang et des actions privilégiées au 31 juillet 2016. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.

2. Dans le contexte des notes attribuées aux titres de créance de second rang et aux actions privilégiées, les homologues au Canada sont RBC, BNS, BMO et CIBC.

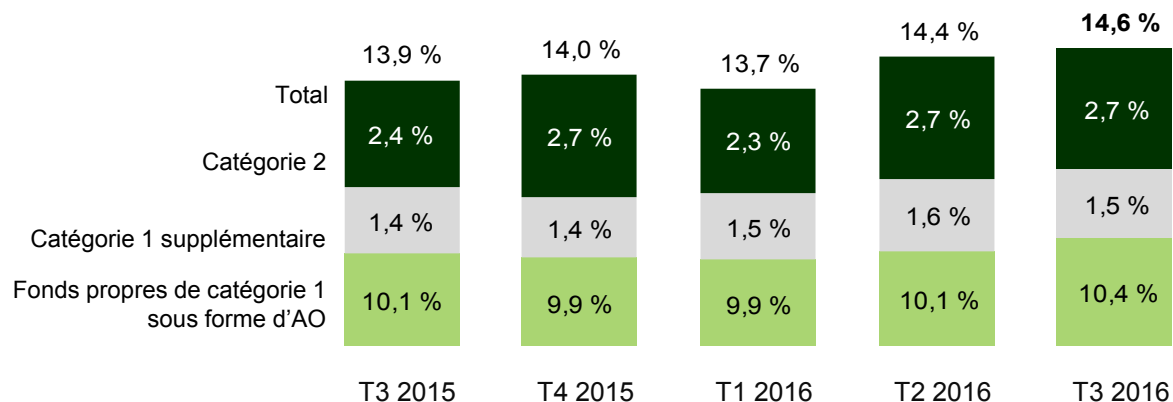
Faits saillants

- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 10,4 %
- Ratio d'endettement de 3,8 %
- Ratio des fonds propres de première catégorie et du total des fonds propres pour le T3 2016 de 11,9 % et 14,6 %, respectivement

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO¹

Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T2 2016		10,1 %
Production de fonds propres à l'interne		33 pdb
Perte actuarielle sur les régimes de retraite des employés		(9) pdb
Augmentation des actifs pondérés en fonction des risques et autres		1 pdb
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T3 2016		10,4 %

Ratio du total des fonds propres¹



1. Chaque ratio de fonds propres comporte sa propre composante actifs pondérés en fonction des risques, conformément à la méthode progressive d'inclusion du rajustement de la valeur du cpredit (RVC) prescrite par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) du Canada. Pour les exercices 2015 et 2016, les facteurs scalaires d'intégration progressive du RVC pour la composante actifs pondérés en fonction des risques aux fins des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres sont respectivement de 64 %, 71 % et 77 %.

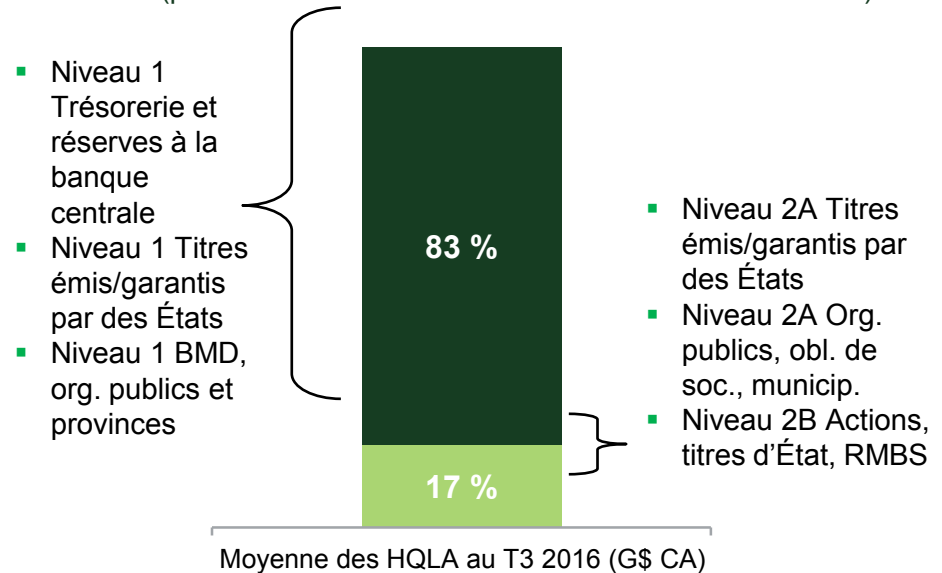
Gestion rigoureuse des liquidités



- Contribution du paradigme de la trésorerie à un bénéfice stable et croissant
- Concordance de la durée du financement avec celle des actifs ou avec la profondeur réduite du marché
- Processus rigoureux d'établissement des prix de transfert reflétant les exigences réglementaires et internes de réserves de liquidité
- Cadre de gestion du risque de liquidité mondial permettant de veiller à ce que la Banque détienne des liquidités suffisantes pour respecter les limites de risque internes et maintenir un coussin par rapport aux exigences réglementaires
- Ratio de liquidité à court terme consolidé du Groupe Banque TD de 132 % au troisième trimestre, selon la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF

Distribution des actifs liquides de haute qualité (HQLA)

(pondérés et incluant les HQLA excédentaires des É.-U.)



- La majorité des HQLA sont des actifs de niveau 1 de haute qualité.

Gestion de la liquidité prudente et conforme à l'appétit pour le risque

Stratégie de financement à terme



Grand bassin de dépôts stables de particuliers et d'entreprises

- Le modèle d'affaires axé sur le service à la clientèle génère une base grandissante de dépôts durables et fondés sur la marque
- Réserve d'actifs conservée pour le solde de dépôt en fonction des exigences relatives au ratio de liquidité à court terme

Utilisateur de programmes de titrisation de prêts hypothécaires, par l'intermédiaire du programme des Obligations hypothécaires du Canada et de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (LNH)

- Le financement au moyen de titres adossés à des créances hypothécaires coïncide avec l'échéance de l'actif sous-jacent, tout en offrant à l'investisseur un rendement attrayant ajusté aux risques
- Le plafond des titres adossés à des créances hypothécaires (total de 105 G\$ pour le secteur en 2016) a limité le nombre de ces titres émis en vertu de la LNH

Autres sources de financement garanti

- Les obligations sécurisées et les titrisations adossées à des actifs élargissent la clientèle d'investisseurs de la TD
- Des obligations sécurisées d'une valeur de 24,2 G\$ CA ont été émises dans le cadre du programme d'obligations sécurisées de 40 G\$ CA
- Première émission d'obligations sécurisées en \$ CA en juin et réouverture en juillet, totalisant 2,5 G\$ CA
- Émission de billets de catégorie A de 1,5 G\$ US dans le cadre du programme Evergreen Credit Card Trust – titres adossés à des créances, soutenu par des créances sur cartes de crédit canadiennes
- Émission programmatique

Recours, en complément, à des émissions de titres de créance de gros non garantis sur le marché financier

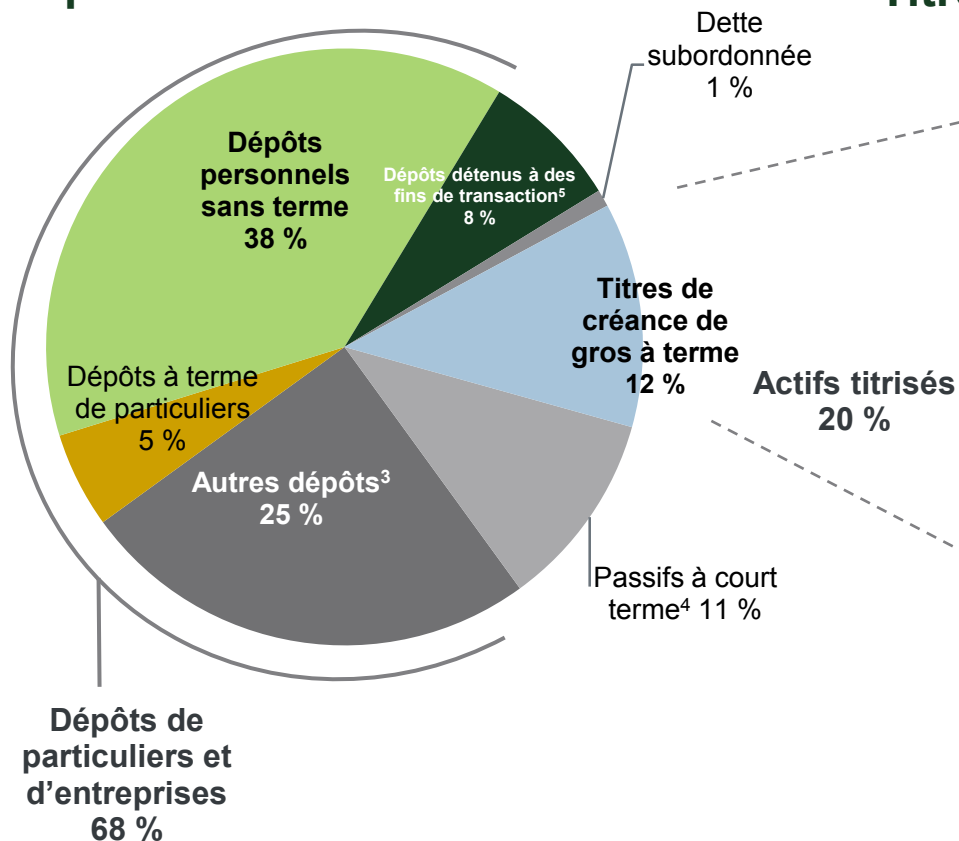
- Opération de 3,0 G\$ US visant des billets de 3 ans et de 5 ans à taux fixe et à taux variable en juillet 2016
- Opération de 1,5 G\$ CA visant des billets de 18 mois à taux fixe et à taux variable en juillet 2016

Émission future possible de titres de créance de second rang de catégorie 2 à l'extérieur du marché canadien

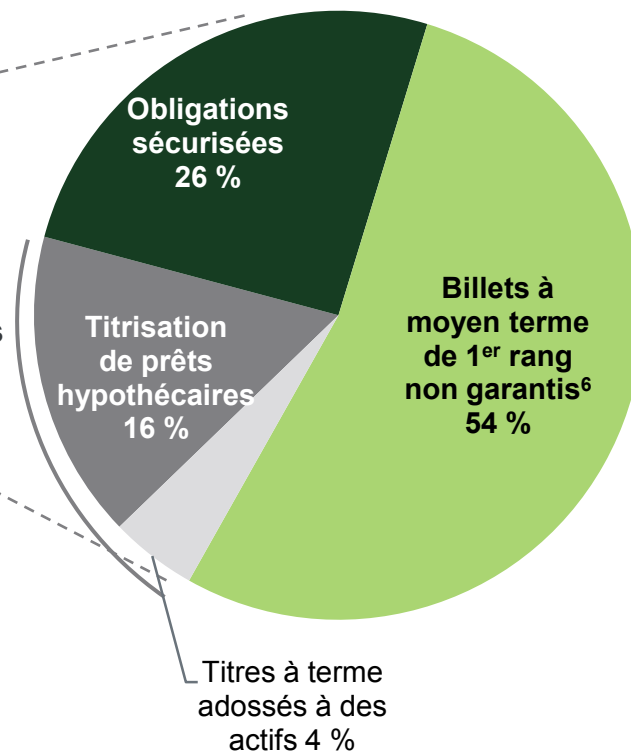
Composition attrayante du bilan¹



Composition du financement²



Titres de créance de gros à terme



Principales sources de financement : les dépôts de particuliers et d'entreprises

1. En date du 31 juillet 2016.

2. Ne tient pas compte des passifs qui ne créent pas de financement comme les acceptations bancaires, les dérivés sur opérations de négociation, les activités de regroupement des prêts hypothécaires des Services bancaires de gros, les participations ne donnant pas le contrôle et certains capitaux propres, dont les actions ordinaires et d'autres instruments de capitaux propres.

3. Les dépôts de banques, d'entreprises et de gouvernements, moins les obligations sécurisées et les billets à moyen terme de premier rang.

4. Obligations liées à des titres vendus à découvert et à des titres vendus dans le cadre de mises en pension de titres.

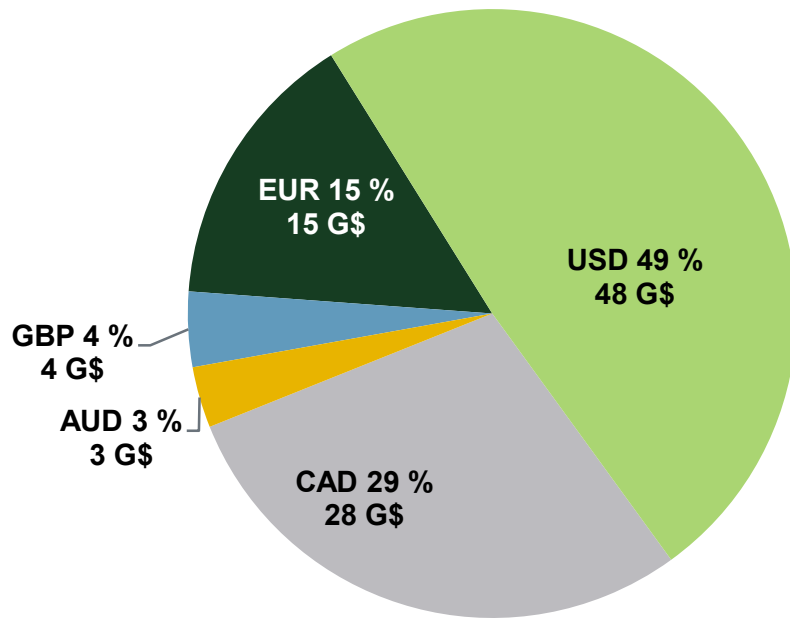
5. Comprend principalement les billets de dépôt au porteur, les certificats de dépôt et le papier commercial.

6. Comprend certains billets de placements privés.

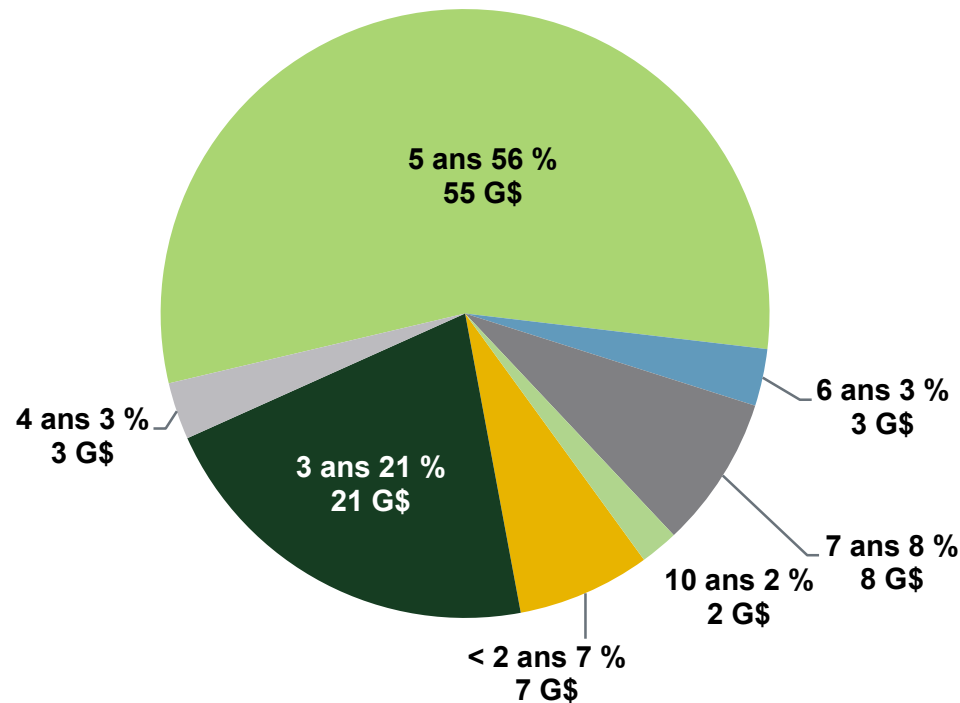
Répartition des titres de créance de gros à terme¹



Par devise^{2,3}



Par terme^{2,3}

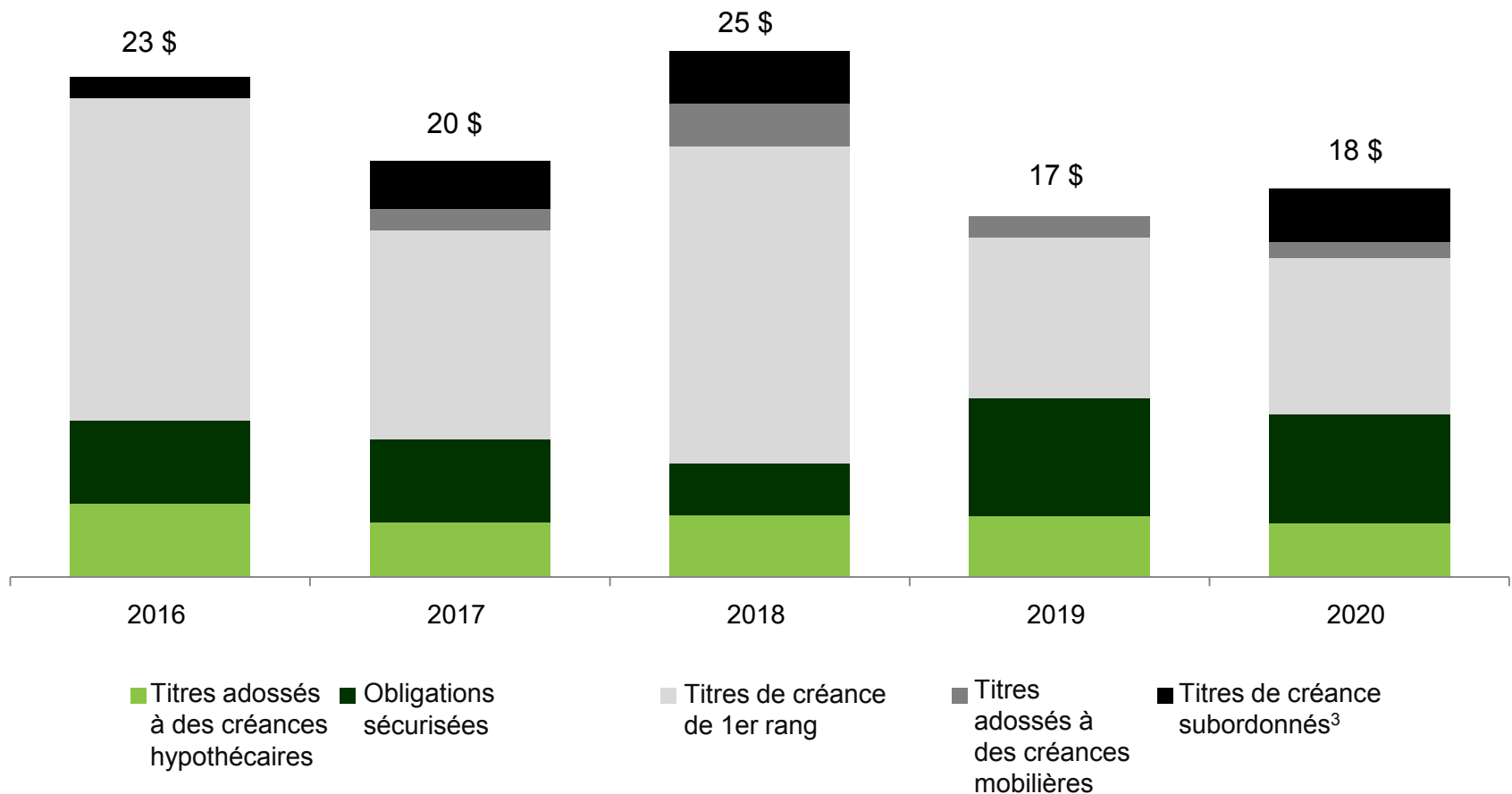


1. Au 30 juillet 2016.
2. Exclut certains billets de placements privés et les opérations de titrisation de prêts hypothécaires.
3. En dollars canadiens.

Profil des échéances de la dette¹ De l'exercice 2016 à l'exercice 2020



Échéances des emprunts remboursables in fine (en G\$ CA)²



Des titres d'emprunt dont les échéances sont gérables

1. Pour les titres de créance de gros à terme à échéance in fine.
 2. Au 31 juillet 2016.
 3. En fonction de la première date de rachat à la valeur nominale. Le moment d'un rachat dépend des points de vue de la direction à ce moment ainsi que des autorisations en matière de réglementation et de gouvernance d'entreprise.

Points à retenir

- Solide assise financière
- Notes parmi les plus élevées du secteur
- Gestion proactive et rigoureuse des risques
- Composition attrayante du bilan
- Stratégie de financement diversifiée

1. Groupe Banque TD
2. Perspectives économiques
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
 - **Perspectives économiques**
 - Qualité du crédit
 - Instruments de financement

L'économie canadienne prête à revenir sur la voie de la croissance

- Le PIB réel devrait augmenter de 1,1 % en 2016 et de 1,8 % en 2017
- Les mesures du budget fédéral de 2016 et l'amélioration prévue des exportations devraient équilibrer le rajustement du prix du pétrole
- Taux de chômage prévu de 7 % jusqu'en 2017

La faiblesse de la croissance mondiale demeure une inquiétude majeure pour les É.-U.

- La croissance du PIB réel devrait s'établir à 1,5 % en 2016 avant de remonter à 2,0 % en 2017
- La demande des consommateurs continue d'être soutenue par la vigueur du marché de l'emploi et la faiblesse des prix de l'énergie

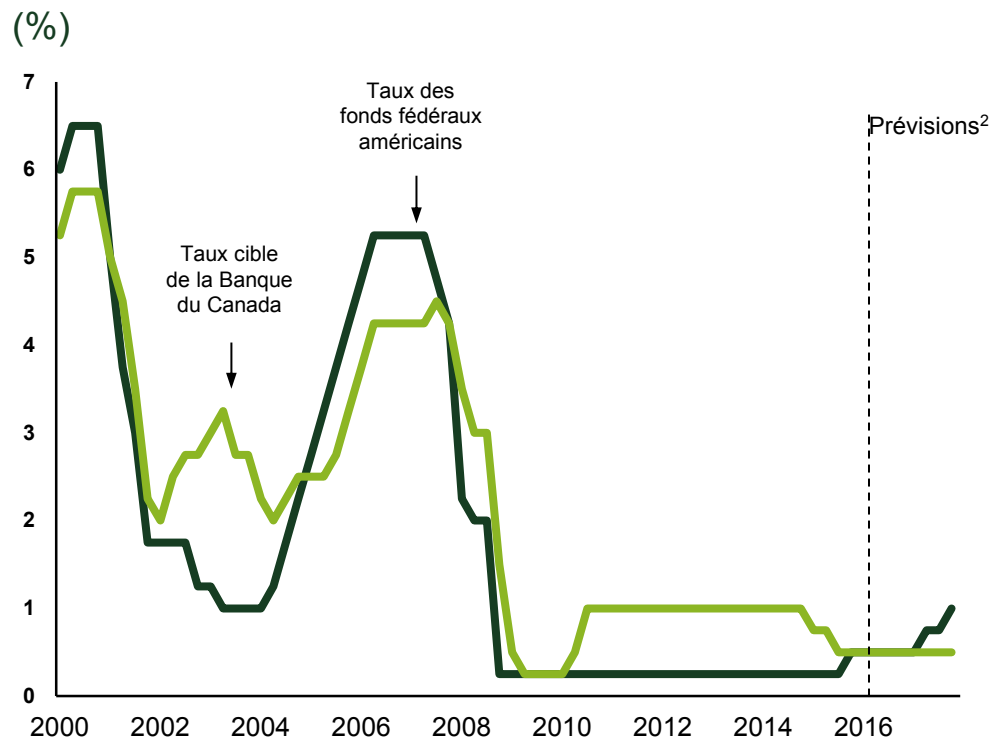
La croissance mondiale devrait demeurer près des creux d'après la crise financière

- En 2016, la croissance devrait atteindre son plus bas niveau depuis la crise financière, avec une faible remontée prévue en 2017
- Les marchés émergents continuent de s'ajuster au contexte de faiblesse des prix des produits de base et au ralentissement de la croissance en Chine
- Le Brexit devrait peser sur la croissance des économies développées, en particulier au Royaume-Uni
- Le rythme de croissance à long terme des économies développées ralentit en raison des obstacles structurels

Perspectives relatives aux taux d'intérêt



Taux d'intérêt au Canada et aux É.-U.¹



- Comme le taux de chômage approche des niveaux sains aux États-Unis, la Réserve fédérale devrait vraisemblablement continuer à augmenter les taux.
- Au Canada, les perspectives économiques et inflationnistes modestes donnent à penser que la Banque du Canada maintiendra une politique monétaire exceptionnellement accommodante.
- Les hausses de taux d'intérêt se feront d'une façon graduelle, et il est probable que les taux resteront nettement inférieurs aux moyennes historiques.

Les taux d'intérêt devraient augmenter graduellement

Pour obtenir des renseignements à jour sur l'économie, consulter le

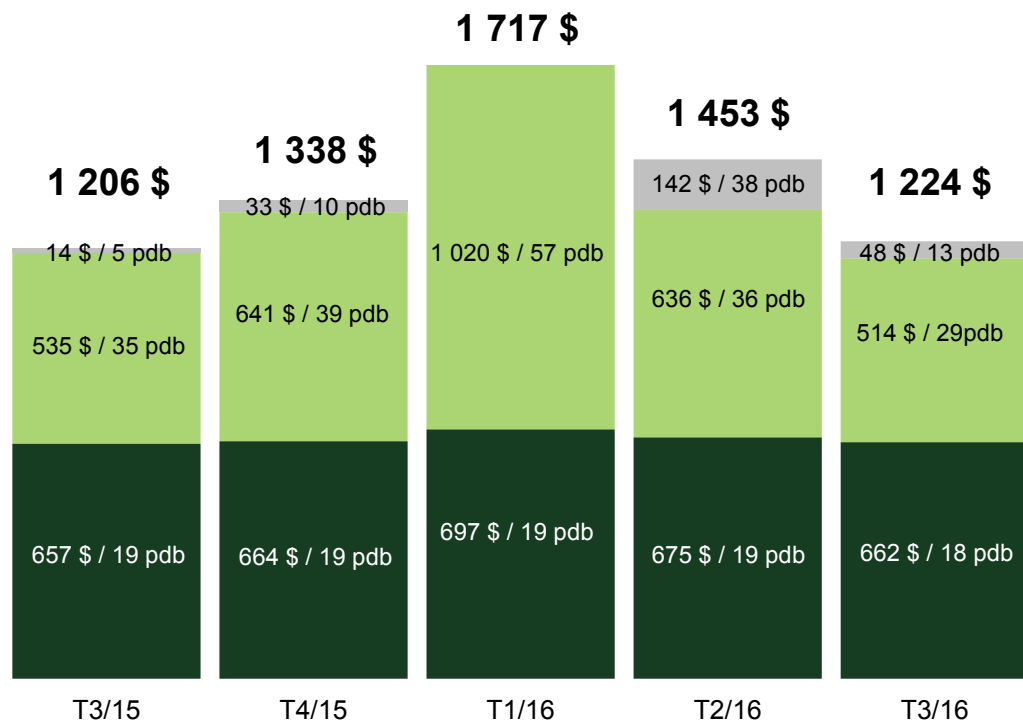
www.td.com/francais/services_economiques

1. Groupe Banque TD
2. Perspectives économiques
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
 - Perspectives économiques
 - **Qualité du crédit**
 - Instruments de financement

Formations de prêts douteux bruts par portefeuille



Formations de prêts douteux bruts¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Les formations totales de prêts douteux ont baissé de 229 M\$, ou 4 pdb, pour le trimestre
- Les formations de prêts douteux des Services de détail aux États-Unis ont diminué de 122 M\$ pendant le trimestre, dont :
 - 57 M\$ US en raison d'une baisse des anciennes LDCVD à intérêt seulement douteuses
 - 34 M\$ US en raison de la réduction des formations de prêts douteux des Services bancaires commerciaux
- Réduction de 94 M\$ dans le portefeuille des Services bancaires de gros en raison de la baisse des formations de prêts douteux bruts dans le secteur du pétrole et du gaz

	23	24	30	25	21	<i>pdb</i>
TD						
Homologues au Canada ⁴	15	13	15	13	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁵	18	17	29	21	N. d.	<i>pdb</i>

- Autres³
- Portefeuille des Services bancaires de gros
- Portefeuille des Services de détail aux É.-U.
- Portefeuille des Services de détail au Canada

1. Les formations de prêts douteux bruts représentent les ajouts aux acceptations et prêts douteux pendant le trimestre, à l'exclusion de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Ratio de formation des prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.

4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

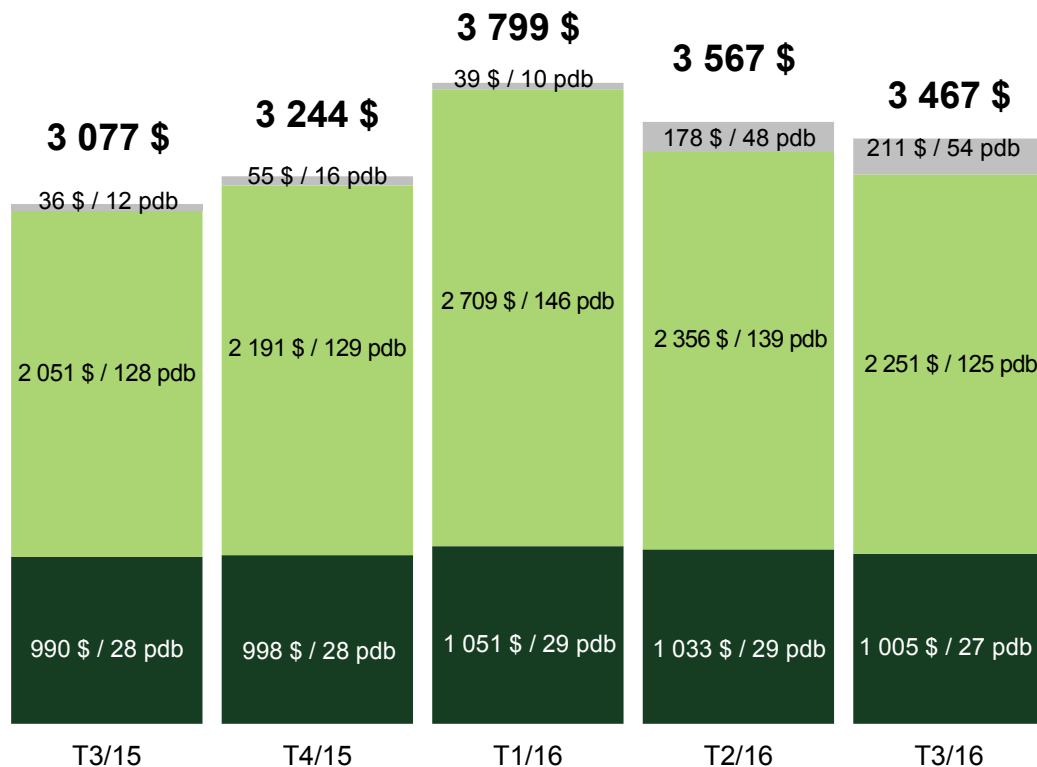
5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC (ajout d'actifs à intérêt non comptabilisé / prêts bruts moyens).

N. d. : Non disponible

Prêts douteux bruts par portefeuille

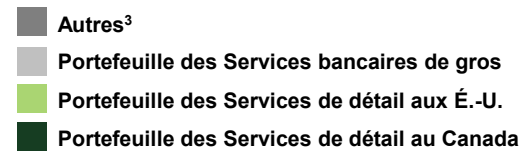


Prêts douteux bruts¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Le taux de formation de prêts douteux bruts des Services de détail au Canada se maintient à de faibles niveaux cycliques
- Les formations de prêts douteux bruts des Services de détail aux États-Unis ont diminué de 105 M\$ pendant le trimestre, dont :
 - 135 M\$ US en raison d'une baisse des anciennes LDCVD à intérêt seulement douteuses du fait de l'amélioration de la tendance relative aux prêts douteux et aux règlements
 - 35 M\$ US de diminution du côté des Services bancaires commerciaux puisque les résolutions ont surpassé les formations de prêts douteux
 - Partiellement neutralisé par l'incidence négative de 49 M\$ des taux de change
- 33 M\$ en raison d'une hausse des prêts douteux pour les Services bancaires de gros liée à deux emprunteurs du segment du pétrole et du gaz



	57	58	65	63	59	<i>pdb</i>
Homologues au Canada ⁴	67	63	68	75	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁵	116	109	114	110	N. d.	<i>pdb</i>

1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Ratio des prêts douteux bruts : prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts (tous les deux au comptant) par portefeuille.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.

4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC (prêts improductifs / total des prêts bruts).

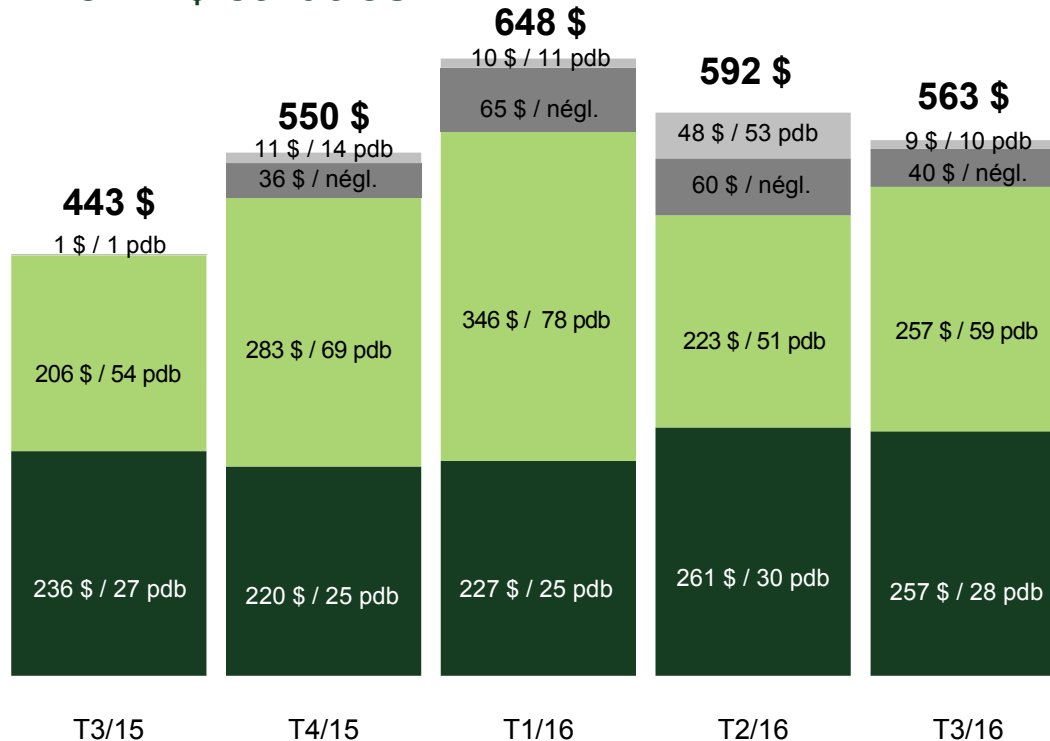
Négl. : négligeable

N. d. : Non disponible

Provision pour pertes sur créances (PPC) par portefeuille



PPC¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- La qualité du crédit au Canada et aux États-Unis demeure solide
- 34 M\$ d'augmentation pour les Services de détail aux États-Unis⁶ liée à la croissance du volume
- 40 M\$ en raison d'une hausse de la provision pour le trimestre, surtout en raison de la détérioration supplémentaire du crédit dans le secteur du pétrole et du gaz

	T3/15	T4/15	T1/16	T2/16	T3/16	
¹	33	40	45	42	39	<i>pdb</i>
Homologues au Canada ⁵	28	28	33	41	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁷	48	65	69	60	N. d.	<i>pdb</i>

- Autres³
- Portefeuille des Services bancaires de gros⁴
- Portefeuille des Services de détail aux É.-U.⁶
- Portefeuille des Services de détail au Canada

1. La PPC exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les titres de créance classés comme prêts et les éléments à noter.
 2. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne du montant net des prêts et des acceptations.
 3. La catégorie « Autres » comprend les provisions pour pertes sur créances subies mais non encore décelées dans les portefeuilles des Services de détail au Canada et des Services bancaires de gros qui sont comptabilisées dans le secteur Siège social.
 4. La PPC des Services bancaires de gros exclut les primes sur les swaps sur défaut de crédit : T3 2016 – (3) M\$; T2 2016 – (2) M\$; T1 2016 – (4) M\$
 5. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les PPC des homologues excluent les augmentations de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées. Les données incluent les titres de créance classés comme prêts.
 6. La provision pour pertes sur créances à l'égard des cartes de crédit aux États-Unis comprend la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis (T3 2016 63 M\$ US / T2 2016 40 M\$ US / T1 2016 87 M\$ US / T4 2015 51 M\$ US / T3 2015 39 M\$ US).
 7. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC.

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada



Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada	T3 2016		
	Prêts bruts / AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts/prêts
Services bancaires commerciaux ¹	62	179	0,29 %
Services bancaires de gros	39	211	0,54 %
Total des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada	101 \$	390 \$	0,39 %
Variation par rapp. au T2 2016	3 \$	43 \$	0,04 %

Répartition par secteur ¹	Prêts bruts / AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Provision spécifique ² (en M\$)
Immobilier résidentiel	15,8	6	7
Immobilier non résidentiel	13,0	7	2
Services financiers	10,9	2	0
Gouv./fonction publique/santé et services sociaux	11,9	12	5
Pipelines, pétrole et gaz	6,8	240	87
Métaux et mines	2,4	20	1
Foresterie	0,6	0	0
Produits de consommation ³	4,7	24	11
Industriel / manufacturier ⁴	5,3	47	29
Agriculture	6,0	11	1
Automobile	7,1	1	1
Autres ⁵	17,0	20	13
Total	101 \$	390 \$	157 \$

Faits saillants

- Solide croissance des prêts à l'échelle des portefeuilles des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada
- Le solde des prêts aux producteurs de pétrole et de gaz et aux sociétés de services pétroliers et gaziers a connu une réduction de 300 M\$ et continue de représenter moins de 1 % du total des prêts et des acceptations bruts :
 - Hausse des prêts douteux bruts attribuable aux nouveaux prêts douteux dans le secteur du pétrole et du gaz

1. Comprennent les prêts des Services bancaires aux petites entreprises et les prêts sur cartes de crédit Visa Affaires.

2. Comprend la provision relative à des contreparties particulières et non individuellement significatives.

3. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

4. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

5. La catégorie « Autres » comprend : l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les services, notamment professionnels, ainsi que d'autres secteurs.

Services bancaires personnels aux États-Unis – \$ US



Services bancaires personnels aux États-Unis ¹	T3 2016		
	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts/prêts
Prêts hypothécaires résidentiels	20	333	1,64 %
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ²	10	691	6,97 %
Prêts automobiles indirects	21	139	0,67 %
Cartes de crédit ³	10	143	1,41 %
Autres prêts aux particuliers	0,5	5	1,01 %
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ US)	62 \$	1 311 \$	2,13 %
Variation par rapport au T2 2016 (\$ US)	1 \$	(120) \$	(0,23 %)
Opérations de change	18 \$	401 \$	–
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ CA)	80 \$	1 712 \$	2,13 %

Portefeuille du CGBI aux É.-U.¹

Distribution du rapport prêt-valeur (RPV) indexé et cotes FICO mises à jour⁴

RPV estimatif actuel	Prêts hypothécaires résidentiels	LDCVD de 1 ^{er} rang	LDCVD de 2 ^e rang	Total
> 80 %	7 %	11 %	26 %	11 %
De 61 à 80 %	39 %	32 %	43 %	38 %
≤ 60 %	54 %	57 %	31 %	51 %
Cotes FICO actuelles > 700	88 %	89 %	84 %	87 %

Faits saillants

- La qualité des actifs des Services bancaires personnels aux États-Unis demeure bonne
- Amélioration de la tendance pour les prêts douteux et les résolutions au sein du portefeuille d'anciennes LDCVD à intérêt seulement

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Les LDCVD comprennent les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

3. La provision pour pertes sur créances à l'égard des cartes de crédit comprend la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis (T3 2016 63 M\$ US / T2 2016 40 M\$ US / T1 2016 87 M\$ US / T4 2015 51 M\$ US / T3 2015 39 M\$ US)

4. Rapport prêt-valeur établi en fonction de la limite de crédit autorisé et du Loan Performance Home Price Index à compter de mai 2016. Cotes FICO mises à jour en juin 2016.

Services bancaires commerciaux aux États-Unis – \$ US



Services bancaires commerciaux aux États-Unis ¹	T3 2016		
	Prêts bruts/AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts/prêts
Immobilier commercial	21	129	0,61 %
Immobilier non résidentiel	16	88	0,55 %
Immobilier résidentiel	5	41	0,82 %
Commercial et industriel	56	284	0,51 %
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ US)	77 \$	413 \$	0,54 %
Variation par rapport au T2 2016 (\$ US)	2 \$	(35) \$	(0,06) %
Opérations de change	23 \$	126 \$	–
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ CA)	100 \$	539 \$	0,54 %

Faits saillants

- Croissance soutenue et bonne qualité du portefeuille des Services bancaires commerciaux aux États-Unis

Immobilier commercial	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)
Bureaux	5,4	37
Services de détail	4,5	23
Appartements	4,3	25
Résidentiel à vendre	0,3	8
Industriel	1,2	12
Hôtels	0,9	5
Terrains commerciaux	0,1	5
Autres	4,0	14
Total Immobilier commercial	21 \$	129 \$

Commercial et industriel	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)
Santé et services sociaux	7,8	30
Services professionnels et autres	6,9	62
Produits de consommation ²	5,3	46
Industriel/manufacturier ³	6,9	50
Gouvernement/secteur public	8,2	7
Services financiers	2,5	21
Automobile	2,9	9
Autres ⁴	15,0	59
Total Commercial et industriel	56 \$	284 \$

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

3. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

4. La catégorie « Autres » comprend : l'agriculture, l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les ressources ainsi que d'autres secteurs.

1. Groupe Banque TD
2. Perspectives économiques
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**
 - Perspectives économiques
 - Qualité du crédit
 - **Instruments de financement**

Mesures législatives canadiennes visant les obligations sécurisées



- Le cadre juridique régissant l'inscription des programmes d'obligations sécurisées, annoncé dans le budget fédéral 2012 sous forme de modification de la Loi nationale sur l'habitation, a été adopté en juin 2012.
- Les nouvelles émissions doivent être effectuées conformément à la législation, et les émetteurs ne sont pas autorisés à utiliser des prêts hypothécaires assurés dans leurs programmes.
- Par conséquent, on ne peut plus utiliser des obligations sécurisées (d'un montant de 10 G\$ US) émises dans le cadre du précédent programme structuré, qui comprenait des actifs assurés.
- L'administration des obligations sécurisées au Canada a été confiée à la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- Le cadre juridique procure une protection législative à l'égard du panier de sûretés aux détenteurs d'obligations sécurisées.
- Il fournit des lignes directrices claires concernant la gouvernance et les rôles des tiers afin d'assurer la valeur du panier de sûretés et son administration.
- La législation tient compte des meilleures pratiques internationales, assurant un niveau élevé de protection et établissant des normes rigoureuses en matière d'information pour les investisseurs et les organismes de réglementation.

La législation est gage de certitude

Test de couverture par l'actif

- Afin de confirmer le niveau de surdimensionnement des biens donnés en garantie des obligations sécurisées par rapport au capital des obligations sécurisées en circulation.
- L'exigence relative à l'indexation (à partir du 1^{er} juillet 2014) permet de tenir compte des événements sur les marchés.
- Les valeurs sont rajustées au moins une fois par trimestre.

Calcul aux fins d'évaluation

- Test visant à effectuer un suivi de l'exposition d'un programme d'obligations sécurisées aux risques liés aux taux d'intérêt et aux taux de change, en mesurant la valeur actualisée des biens donnés en garantie des obligations sécurisées par rapport à celle des obligations sécurisées en circulation.

Pourcentage de l'actif

- Le guide n'impose pas un pourcentage de l'actif minimal ou maximal précis.
- Il requiert toutefois qu'un niveau minimal et maximal de surdimensionnement soit fixé afin de donner à l'investisseur la certitude que les niveaux de surdimensionnement seront maintenus tout au long du programme.

Exigences relatives aux notes et éléments déclencheurs

- Au moins deux notes doivent être attribuées au programme.
- Des éléments déclencheurs doivent être prévus afin de déterminer si un émetteur doit remplacer la contrepartie de la banque du compte et du swap, et afin d'octroyer des sûretés pour garantir les obligations d'une contrepartie à une opération de couverture éventuelle dont la valeur correspond à l'évaluation de la valeur du marché.
- L'exigence relative aux notes dans la législation est propre au Canada.

Obligations sécurisées de la TD



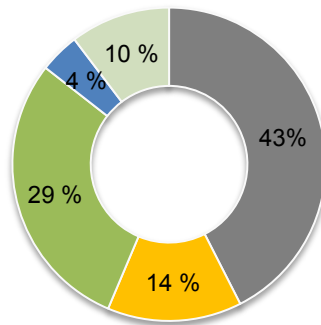
Faits saillants du programme d'obligations sécurisées de la TD

- La valeur du programme d'obligations sécurisées de la TD est de 40 G\$ CA.
- L'émission d'obligations sécurisées pour les émetteurs canadiens est régie par les lignes directrices de la SCHL.
- Seuls les actifs immobiliers résidentiels canadiens non assurés sont admissibles; le panier ne contient aucun actif étranger.
- Le panier de sûretés est composé uniquement de prêts hypothécaires avec amortissement.
- Solides notes de crédit : Aaa / AAA¹
- Les émissions sont plafonnées à 4 % de l'actif total², soit environ 45 G\$ CA pour la TD.
- La valeur en capital globale des obligations sécurisées en circulation de la TD s'élève à 30,2 G\$ CA (24,2 G\$ pour le programme législatif et 6 G\$ pour le programme structuré), soit environ 2,7 % de l'actif total de la Banque. Marge de manœuvre pour de futures émissions.
- Jusqu'à présent, 14 opérations de référence sur obligations sécurisées ont été effectuées selon le nouveau cadre législatif dans quatre devises :

■ EUR ■ GBP ■ USD ■ AUD ■ CAD

En millions (équivalent en dollars canadiens)

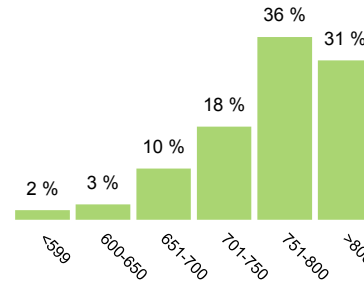
	CAD	AUD	EUR	GBP	USD
Montant total	2 500	998	10 288	3 357	7 067
Nbre d'opérations	1	1	6	3	3
Durée moyenne	5	5	6	3	5



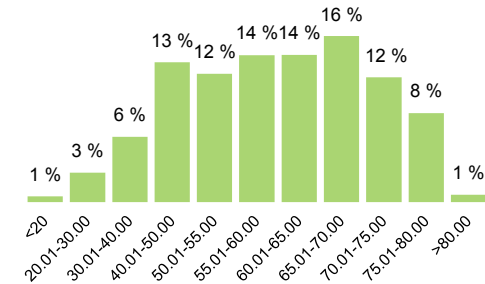
Panier de sûretés au 31 juillet 2016

- Prêts hypothécaires résidentiels ordinaires canadiens de premier rang et de première qualité initiés par la TD
- Tous les prêts ont un RPV initial d'au plus 80 %. Le RPV moyen pondéré actuel est de 58,29 %.
- La moyenne pondérée des notes de crédit supérieures à 0 est de 762.

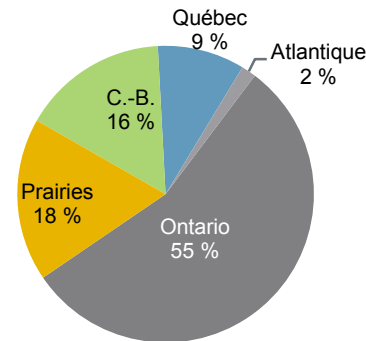
Cote de crédit



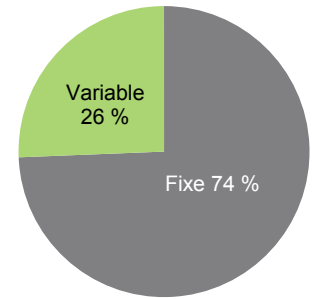
RPV actuel



Répartition provinciale



Type de taux d'intérêt



1. Notes de Moody's et de DBRS, respectivement. Notes attribuées au programme d'obligations sécurisées au 31 juillet 2016. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
2. L'actif total est établi en fonction de la lettre du BSIF datée du 19 décembre 2014 relativement au calcul de la limite révisée d'obligations sécurisées pour les institutions de dépôt émettant des obligations sécurisées.

Coordonnées des Relations avec les investisseurs



Téléphone :
416-308-9030
ou 1-866-486-4826

Courriel :
tdir@td.com

Site Web :
www.td.com/francais/investisseurs



magazine

Award winner
Canada 2016

**Meilleures relations avec
les investisseurs par secteur :**
Services financiers

**Meilleure gouvernance
d'entreprise**



Groupe Banque TD

Présentation aux investisseurs sur les titres à revenu fixe

T3 2016